

Jean-Baptiste André Godin à monsieur Millet, 5 septembre 1882

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (22)

Collation 2 p. (393r, 394v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à monsieur Millet, 5 septembre 1882, Équipe du projet FamiliLettres (Familiestère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 19/12/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/50790>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Familiestère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Familiestère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [5 septembre 1882](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Millet \[Jonchery-sur-Suippe\]](#)

Lieu de destination Jonchery-sur-Suippe (Marne)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Godin explique à Millet que les écoles du Familistère sont fondées depuis 20 ans et ont devancé les nouvelles lois scolaires. Il l'informe que les écoles du Familistère ont un chef d'institution et qu'il ne peut lui offrir que la direction d'une classe. Il l'assure que la fonction lui laisserait une certaine indépendance et que les observations d'un maître de mérite ont leur place dans le comité des écoles. Il lui demande ses prétentions salariales et lui précise que le loyer, le chauffage ou l'éclairage de son logement seraient à sa charge.

Notes Godin fait référence aux lois « Jules Ferry » sur l'enseignement primaire : la loi du 16 juin 1881 sur la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques et la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.

Support La copie de la lettre utilise le papier du registre orienté dans le format paysage ; le texte est copié sur deux colonnes, chacune correspondant à une page de la lettre.

Mots-clés

[Éducation](#), [Emploi](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Guise 8^e juil. 88

Monsieur Millet,

Les écoles du Familistère sont fondées depuis 20 ans et ont devancé les nouvelles lois scolaires.

Elles sont pourvues en ce moment de leur directeur en chef; il ne pourrait donc être question pour vous; du moins actuellement, que de la direction d'une des classes. Mais je conçois que cette

direction vous laisserait une certaine indépendance, tout en vous rattachant dans le programme général de l'établissement. Les observations d'un maître de mérite ont, du reste, leur place dans le comité des écoles auquel vous prendriez part.

Quant aux appointements, je vous prierais si il vous était possible de venir au Familistère, de me fixer vous-même quel chiffre vous paraî-

trait nécessaire, en
tenant bien compte que
l'association ne verse
que des appointements
fixes et que tous les
prix de loyer, chauffage,
éclairage, etc.
demoureraient à votre
charge.

Veuillez agréer,
Messieurs, mes civilités
parfaites.

Edmond